
Temps critiques

Supplément #2 au n° 19

Sur cette révolte en
général et sur celle des
Gilets jaunes en
particulier

Décembre 2018

Temps critiques

site : <http://tempscritiques.free.fr/>

blog : <http://blog.tempscritiques.net/>

Correspondance postale

Revue *Temps critiques*

11, rue Chavanne

69001 LYON

Correspondance électronique

tempscritiques@free.fr

Abonnement

Écrire en précisant votre nom, prénom et adresse complète.

Pour 2 numéros (y compris suppléments et hors-séries)

– abonnement simple : 15 € (port compris)

– abonnement de soutien : à partir de 35 € + *Interventions*

– le numéro 19 seul, 10 € port compris

Chèque à l'ordre de Jacques Wajnsztein

11, rue Chavanne / 69001 Lyon

NOUS L'AVONS DÉJÀ MENTIONNÉ DANS NOTRE SUPPLÉMENT¹ AU n° 19 de la revue *Temps critiques*, la Révolution de 1789 est une référence du mouvement². Mai-68 apparaît aussi en filigrane à travers des références au caractère d'événement que constituerait le mouvement des Gilets jaunes comme on a pu parler de « l'événement 68 ». En effet, il marque les esprits par sa soudaineté et son imprévisibilité, par le fait. Il transparaît comme une mémoire des scènes de l'époque et de la violence qui y est attachée. De là à penser que « la casse » puisse être productive, il n'y a qu'un pas : « Il n'y a que la casse qui permet de nous faire entendre » dit un lycéen du lycée professionnel Lurçat à Lyon (mercredi 5 décembre 2018, *Le Progrès*), mais c'est une réflexion largement entendue ailleurs et partagée par un nombre de plus en plus important de Gilets jaunes qui s'aperçoivent que c'est cela qui a déjà fait bouger un peu les lignes. Après déjà plusieurs semaines de mouvement, est fréquemment exprimée l'idée générale que ce n'est pas le dialogue qui est productif, mais le blocage. Le 1^{er} décembre a d'ailleurs un certain nombre de points communs avec la journée du 24 mai 1968. En effet, alors que les manifestations de 1968 semblaient se contenter d'une territorialisation étudiante de la lutte en tournant tout autour du Quartier latin et en ne s'en éloignant que pour y revenir, la manifestation du 24 avait rompu avec cette logique pour irradier toute la ville et se répandre dans les quartiers bourgeois, celui de la Bourse, etc. C'est bien ce qui

1 – <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article386>

2 – C'est d'ailleurs la seule référence explicite à une révolution avec celle sur la Commune ou des doctrines communalistes (cf. L'Appel de Commercy <https://manif-est.info/L-appel-des-gilets-jaunes-de-Commercy-853.html>) qui apparaissent parfois sur quelques écriteaux dans les manifestations. Aucun drapeau rouge. Très peu d'*Internationale*, même chez ceux qui l'entonnent systématiquement d'habitude.

s'est passé les 1^{er} et 8 décembre ; pour les manifestants c'était une évidence. Les barricades mêmes symboliques comme celles de l'avenue Foch vont de soi comme les caillassages de banques qui ont accompagné certaines actions à Paris ou en régions. Les manifestants, au moins dans les grands centres urbains, n'ont pas de territoire à conserver, de base arrière où se replier car ils sont littéralement étrangers aux centres-villes et surtout aux quartiers du pouvoir et aux quartiers du luxe exhibé (Étoile, boulevard Haussmann). Et ce sont ces quartiers qui sont justement pris comme cibles ou objectifs loin des sempiternels défilés syndicaux Bastille-Nation, répétitifs et tristes à pleurer.

LA REPRÉSENTATION DÉMYSTIFIÉE

Et dire que Macron voulait commémorer Mai-68 ! En tout cas et contre tous ceux à l'extrême gauche qui pensaient que tout ce fatras commémoratif, c'était se rouler dans des histoires d'anciens combattants, il n'est pas impensable que cela ait réveillé certaines consciences ou simplement donné quelques idées. C'est d'ailleurs ce que nous pensons et deux ex-soixante-huitards transformés en acolytes de Macron, Romain Goupil et Cohn-Bendit sont montés en première ligne pour bien signaler la différence, séparer le bon grain de la révolte de l'ivraie de la dérive autoritaire. Le premier, dans une émission de Pujadas, « La Grande explication », le 27 novembre, accuse un représentant des Gilets jaunes de ne pas être élu (de qui est l'élu Goupil ?), de ne représenter personne (que représente Goupil ?), avant de dire qu'une manifestation qui ne fait pas l'objet d'une déclaration préalable et d'une désignation de trajet par la préfecture, est en soi un acte illégitime qui nécessite la répression de l'État (les manifestations du 24 mai 1968 en France ont-elles respecté cela ? Non). Quant à Cohn-Bendit, il fait fort dans la mystification : « *En 68, on se battait contre un général au pouvoir. Les gilets jaunes aujourd'hui demandent un général au pouvoir* » (France Inter, le 4 décembre) et encore « *Le type de société qui peut émerger de ces tendances, ça me fait peur. On n'est pas dans une période révolutionnaire, arrêtez. Mais on est dans une période de tentation autoritaire, [...] une tentation autoritaire totalitaire* ». Plus

tard, au cours de l'entretien, il assène : « *Je n'accepterais jamais un mouvement qui me dit "tu passes, si tu mets ton gilet"* ».

Il ne s'agit pas de dire que cette pratique est la bonne, mais l'ex « Dany le Rouge » dénie-t-il le droit aux Gilets jaunes de faire ce que tous les ouvriers depuis cent cinquante ans ont fait aux « jaunes » qui voulaient briser leur grève ou qui, de fait, la brisaient ? Les arguments employés par Goupil et Cohn-Bendit, ces soixante-huitards ultra-minoritaires devenus conseillers du Prince³ reprennent en fait les critiques qu'Adorno et Horkheimer, les philosophes critiques de l'École de Francfort, adressaient au mouvement étudiant allemand en 1967-68 en se posant en garants des institutions démocratiques faute de mieux, face au manque de réflexivité (encore bien plus fort il est vrai aujourd'hui) du mouvement. Le mouvement contre la démocratie libérale serait fondamentalement autoritaire, voire fasciste. Comme si la démocratie libérale n'était pas elle-même autoritaire.

Le gouvernement s'est cru un temps au-dessus de tout soupçon, car il était censé représenter la « société civile » comme alternative à la politique politicienne d'un personnel spécialisé déconsidéré, corrompu et cumularde, mais le mouvement actuel a achevé de détruire cette image de l'existence d'une société civile, déjà supprimée réellement depuis le milieu du siècle dernier. Si la « société civile » est donnée comme « démocratique » ou « sociale » c'est par anachronisme, par détournement de l'histoire. Dans la philosophie politique classique et notamment chez Hegel (grand admirateur de la Révolution française), la société civile c'était la classe des propriétaires, la classe bourgeoise qui était porteuse de progrès et de puissance pour l'État-nation car elle a vaincu la noblesse et le clergé. La société civile ce n'était pas bien sûr la classe du travail, les salariés, etc. Nous ne sommes plus dans la société bourgeoise depuis

3 – Cohn-Bendit encore, en parlant de Macron : « Il n'a pas le choix, il faut qu'il reconnaisse que le problème vient aussi de lui [...] Il a trahi sa promesse, celle d'une démocratie bienveillante et participative » (*Libération* du 5 décembre).

longtemps, mais cette idéologie est encore diffusée par la caste politico-médiatique.

La société capitalisée d'aujourd'hui est justement la société dans laquelle il n'existe plus de société civile, ni d'ailleurs de « société politique » et où le rapport des « masses » à l'État devient direct. En effet, il s'exprime de plus en plus en dehors des fameux corps intermédiaires dont le rôle s'efface progressivement, à l'instar de celui des syndicats. En période calme, c'est un rapport individuel à l'État qui, forcément, s'exprime plus par la récrimination que par la revendication, parce que la première traduit mieux une frustration. C'est justement ce qui change quand un mouvement de lutte prend forme. Il est d'ailleurs piquant de constater que nombre de sociologues et politologues, et bien évidemment les médias, craignent que le mouvement ne bascule vers un populisme du type de celui du Mouvement Cinq Étoiles en Italie, alors que ce dernier mouvement a été en grande partie la conséquence de l'action menée par les médias contre les partis politiques italiens, particulièrement corrompus. Médias qui ont alors reporté leurs espoirs sur le gouvernement d'experts de Renzi comme en France ils le font avec Macron. Les sergents-fourriers du fameux populisme sont ceux qui maintenant crient au loup !

DE LA REVENDICATION PARTICULIÈRE À UNE RÉVOLTE PLUS GÉNÉRALE

À l'origine, le mouvement a fait apparaître des revendications qui semblaient fiscalistes, anti-étatiques telles qu'elles s'expriment parfois aux États-Unis, mais nous n'avons pas en Europe et particulièrement en France les mêmes références historiques à l'aide desquelles même l'anti-fiscalisme peut revêtir l'aspect d'une révolte populaire contre les puissants comme avant la Révolution française de 1789. Mais sa dynamique l'a porté assez loin de son origine et de façon assez nette, le mouvement s'affirme aujourd'hui autour de revendications simples qui réintroduisent la « question sociale », même si c'est en dehors de sa référence prolétarienne : retour de l'ISF, augmentation conséquente du SMIC (de 1180 à 1300 euros nets), échelle mobile des pensions et allocations, réallocation des subventions aux grandes entreprises pour l'investissement vers

les services publics de proximité dans la France rurale, etc. Conditions de vie et pouvoir d'achat sont au cœur des exigences de la révolte d'individus qu'on pourrait définir comme sans qualités, alors que les syndicats sont incapables de se positionner sur un terrain qui pourtant est censé être le leur. Même ceux qui regardent avec plus de bienveillance le mouvement (certaines sections syndicales de SUD et de la CGT) sont désorientés parce que, justement, leur nature première, syndicaliste, qu'elle soit « dure » ou réformiste, est de qualifier les individus, uniquement à partir de leur identité de travailleurs ou retraités-travailleurs, avec leur statut, leur niveau hiérarchique, sans jamais rien mettre en cause de cet ordre-là et à fortiori le travail lui-même.

C'est sur ce point que le mouvement des Gilets jaunes met le doigt, là où cela fait mal. D'une part il pose la question de la représentativité à un niveau général, c'est-à-dire à celui de tous les niveaux de pouvoir et pas simplement celui du gouvernement et de l'État, même si son hétérogénéité ne lui fait pas critiquer la petite propriété des moyens de production et encore moins l'idéologie du travail ; d'autre part, il énonce en creux, parce que c'est contradictoire, que le travail ne détermine plus tout et que la question du revenu et du pouvoir d'achat est de plus en plus déconnectée de celle du salaire. Il s'ensuit que la lutte pour le salaire n'est plus une priorité ou du moins n'est plus la voie privilégiée de la lutte. Un autre point qui met hors jeu l'action syndicale.

Le revenu étant de plus en plus global, aussi bien du côté des cotisations et dépenses contraintes que des prestations, la lutte pour le pouvoir d'achat doit elle aussi être élargie (cf. par exemple, le poids exorbitant de la TVA par rapport à l'impôt en France qui accentue le caractère inégalitaire des taxes).

Paradoxalement, le mouvement ne met pas en tête de ses griefs la Commission européenne, pourtant il ne fait pas de doute que quelque chose se joue à ce niveau. Si on replace tout cela par rapport à notre analyse d'une restructuration en trois niveaux du capitalisme⁴, on peut dire que

4 – cf. <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article206>

dans le niveau I, celui de l'hyper-capitalisme du sommet, l'action de la Commission européenne visait à maintenir une concurrence entre firmes multinationales (FMN) garantie, pour elle (théorie libérale de la concurrence parfaite) d'une baisse constante des prix et, en conséquence, source d'amélioration du pouvoir d'achat sans intervention d'augmentations de salaire, qui viendraient grever la politique de l'offre des entreprises mise en place depuis les années 1980-1990⁵. Mais cette politique ne pouvait tenir que si les dépenses contraintes qui se situent au niveau II de la domination, celui du territoire national, n'augmentaient pas, or c'est pourtant ce qui s'est passé avec l'explosion des prix de l'immobilier et les taxes nouvelles, rognant les marges de réserve des salariés.

En répondant, avec beaucoup de retard, à ce qui fut la première expression de la révolte des Gilets jaunes, c'est-à-dire le volet fiscal, l'État démontre son incapacité à anticiper la dynamique interne du mouvement et à lui reconnaître sa dimension de mouvement social. En effet, si on observe la genèse des mouvements historiques de révolte, le fait est que la plupart sont partis d'une ou deux demandes précises, que le pouvoir juge donc anecdotiques ou peu importantes. De ce fait, il tarde à y répondre et quand il prend des mesures pour apaiser la révolte, il s'aperçoit que ce n'était que l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. Les termes utilisés sont d'ailleurs éclairants puisque Macron « entend la souffrance des Français » (il a « ses lettres » donc il a lu Christophe Dejours). C'est certes un premier pas car aujourd'hui, dans la délégitimation qui a été produite de toute « la question sociale », au sens noble du terme du XIX^e

5 – Si on veut schématiser, Trente glorieuses : augmentation générale des salaires et baisse des prix ; années 1980-1990 : stagnation des salaires moyens et baisse des prix ; depuis les années 2000, les indices de prix ont été complètement faussés, d'abord par le passage à l'euro qui a créé de gros écarts entre pays européens et par l'augmentation des dépenses contraintes qui ne sont que très peu comptabilisées dans l'indice des prix. D'où des décalages importants entre statistiques, situations concrètes et ressentis. Un aspect nullement pris en compte par l'État et les « partenaires sociaux ».

siècle, être victime reste la seule base ou position individuelle qui donne droit à l'attention. Mais en contrepartie, cela implique de la part des supposées victimes, une position de requérants respectueux de l'État et de ses dispositifs. Or, c'est bien ce que l'État et tous ses suppôts de différentes sortes et obédiences reprochent à ce mouvement, celui de dépasser le stade du « On n'est pas content » et qu'il risque, si on n'y prend garde, de passer au « On a la haine », même si ce n'est plus la haine de classe de la « rude race païenne » dont parlait Mario Tronti⁶. Une haine qui jusqu'à là semblait circonscrite, par le pouvoir, aux nouvelles classes dangereuses des banlieues. Le mouvement ne joue donc pas sur cette idée de victimisation, d'autant plus que les médias et la plupart des politologues le renvoient à une situation de basse classe moyenne, bien moins à plaindre que la population des banlieues ou des migrants. Certes, les Gilets jaunes décrivent parfois individuellement leur misère sociale, mais l'action collective leur donne les ressources pour dépasser les plaintes et poser des exigences qui ne sont pas non plus réductibles aux 42 revendications du cahier central de doléances qui a été présenté publiquement et dont beaucoup de Gilets jaunes ne connaissent pas le contenu. Ils ne se concentrent, à la base, dans les lieux de rassemblement, que sur quelques unes jugées non négociables.

LE RETOUR DES « LASCARS » DE BANLIEUE

Cette dimension de mouvement social n'a pourtant pas échappé au mouvement lycéen. Celui-ci est aujourd'hui tiré par les lycéens de banlieue inversant ainsi la tendance qui existait depuis les années 2000 d'une jeunesse coupée en deux qui avaient vu sévir la « dépouille » au sein de certains cortèges et la révolte des banlieues de 2005 être quasiment ignorée par la lutte étudiante de 2006... et réciproquement. Pendant toutes ces années, ce sont souvent les établissements des centres-villes avec des lycéens relativement conscientisés qui se sont principalement mobilisés, mais sont restés isolés sur leurs objectifs propres ou des positionnements

6 – Mario Tronti, *Nous opéraïstes*, L'éclat, 2013.

idéologiques généraux auxquels les autres lycéens restaient insensibles. Ce ne semble plus être le cas aujourd'hui où on retrouve dans le mouvement lycéen qui se manifeste depuis fin novembre, des aspects de la lutte contre le projet de loi sélectif de Devaquet en 1986, dans lequel les « lascars » des lycées professionnels avaient joué un grand rôle et du mouvement lycéen-étudiant contre le CIP en 1994 où là aussi de nombreux établissements de banlieue avaient joué un rôle et où les manifestations et affrontements avec la police avaient été massifs et récurrents, à Lyon, Nantes et Paris particulièrement. Et ces élèves des établissements de banlieue ou de la « périphérie », sont aujourd'hui ceux qui se sentent les plus proches de la misère sociale que ressentent aussi les Gilets jaunes et aussi du plus grand mépris dans lequel ils sont tenus⁷.

Au grand dam de la plupart des enseignants, leurs élèves, certes encore minoritaires, réagissent comme les Gilets jaunes, c'est-à-dire en désobéissant, en ne disant rien de leurs intentions jusqu'au dernier moment, en ne cherchant pas à s'organiser ou à se coordonner, même si l'idée d'un rassemblement central, souvent en fin de matinée, commence à se dessiner avec éventuellement des assemblées générales de lutte que souhaitent d'ailleurs les syndicats enseignants car, dans ce cas, ils les encadrent du fait de leur présence. Certains lycéens s'étaient bien glissés dans les « cortèges de tête » depuis les manifestations contre la loi travail, mais là il s'agit d'autre chose. Plus personne ne veut de tête. Jusqu'à quel point cela peut-il constituer une limite ? C'était déjà une caractéristique du mouvement des places et de Nuit debout, mais là cela ne correspond pas à une volonté idéologique, initiée en sous-main par les tenants de l'action horizontale, les Fakir et Lordon de service, repris par des étu-

7 – L'image des 200 élèves d'un lycée de Mantes-la-Jolie mis à genoux (sans jeu de mots) et les mains entravées dans le dos ou sur la tête, dans leur établissement, représentent un « message fort » comme le disent les gens au pouvoir quand ils parlent des signaux qu'ils envoient à la population. Gageons que pour les jeunes et moins jeunes celui-ci, sera entendu et compris. Il y a des maldresses sur le terrain qui trahissent des pratiques plus générales de domination.

dians et autres travailleurs intellectuels. Il s'agit d'une exigence générale... qui n'est pas sans risque car la nature a horreur du vide si on ne lui donne pas un contenu conséquent.

UN CORPS COLLECTIF EN FORMATION

Que ce soit les Gilets jaunes ou les lycéens, il y a l'expression nouvelle d'un corps collectif en construction dans la lutte ; un collectif formé par les subjectivités qu'il dégage malgré ses fragmentations objectives. Il n'est pas un néo-prolétariat et on ne peut non plus l'appeler « peuple » car ces deux référents historiques ne lui correspondent pas. C'est ce corps collectif qui peut se passer d'une convergence abstraite des luttes quand on voit par exemple de nombreux cheminots venir en simples gilets orange, sans indication de syndicat, même si parfois on entrevoit quelques gilets CGT, sur ces points de rassemblement (ce ne sont pas des piquets de grève, Ô désarroi des « de gauche » !) qui servent de camps de base aux Gilets jaunes. Et ils n'y viennent pas pour la défense d'un statut qui leur a valu de rester isolés il y encore quelques mois, mais pour tout autre chose, la solidarité, un sentiment partagé d'exploitation et de domination au-delà des particularités professionnelles ou générationnelles⁸.

Dans ses différentes formes d'action, ses initiatives, sa spontanéité, il crée une brèche au sein de la société capitalisée, une brèche qu'il doit entretenir et creuser sans que cela soit obéré par la stratégie d'opposition frontale que lui impose l'État et les violences qui lui sont inhérentes, violences certes nécessaires pour montrer le niveau de détermination et définir un rapport de forces, mais qui ne peuvent constituer une fin en soi.

Dans l'affrontement avec la police envers laquelle aussi bien Gilets jaunes que lycéens sont divisés quant à l'attitude à avoir, c'est en fait un corps à corps qui se joue entre manifestants et l'État. Deux corps qui deviennent antagoniques jusqu'à se faire peur. Ainsi, avant les manifesta-

8 – Avec l'entrée en lutte des lycéens et la forte présence des retraités sur les points de blocage, le mouvement concerne toutes les classes d'âge.

tions du 8 décembre, les pouvoirs d'État ont diffusé partout la menace du vaste déploiement de forces policières prévues contre les manifestants et les médias ne se sont pas fait faute d'annoncer des morts certaines avec des prévisions complètement fantaisistes sur ces probabilités et en agitant la présence de blindés de l'armée qui se sont révélés être des blindés d'opérette.

Cette orchestration de la peur n'a pas empêché une détermination toujours au moins égale à celle de la semaine précédente. Et le langage du pouvoir politique et de l'État, comme celui des médias, à savoir le langage qui oppose gentils manifestants en gilets jaunes et « casseurs » cagoulés ou habillés de noir tombe particulièrement à plat. D'abord parce que n'importe qui peut mettre un gilet jaune et que tout Gilet jaune sait à sa seconde manifestation ou d'après les images de la télévision qu'il vaut mieux se protéger, se cagouler, se couvrir le visage avec un foulard ou un masque, etc., bref ressembler à un méchant. Ensuite, le recensement des personnes arrêtées et parfois déjà condamnées est sans appel : la plupart des personnes interpellées n'avaient jamais été auparavant arrêtées (c'est encore le cas pour Paris ce 8 décembre) et les jeunes interpellés devant les lycées sont tous lycéens même s'ils ne sont pas forcément interpellés devant leur établissement d'inscription.

QUE FAIRE ?

Quelques constatations

— Remarquons tout d'abord que cette demande de démocratie directe est sûrement plus formelle qu'athénienne et que les Gilets jaunes n'arrivent même pas à s'y tenir puisqu'ils invalident en fait leurs propres représentants dès qu'ils les ont nommés ou plus précisément dès qu'ils se sont auto-désignés « représentants ». C'est que le mouvement n'est pas sur le terrain de la représentation ou du moins que ce n'est pas son objectif prioritaire puisqu'il ne veut pas négocier. Donc ce qui s'impose immédiatement c'est plus des décisions sur le quoi faire et pourquoi le faire sur les barrages ou les blocages en semaine et le week-end et cela ne passe pas par un vote, mais par une estimation du rapport de force, de sa propre détermination, etc.

— le second point s'enchaîne puisque beaucoup de militants issus de l'ultra-gauche ou du gauchisme se posent la question de savoir quelle parole communiste développer sur le terrain. C'est le même formalisme que celui de la démocratie directe qui a été le problème constant (et sans solution sur ces bases) des différentes variantes de conseillisme ; problème bien concentré dans les échanges Chaulieu-Pannekoek des années 50.

Il n'y a rien de particulier à apporter ou à introduire de l'extérieur, les Gilets jaunes et autres protagonistes lycéens et demain d'autres catégories, sont nombreux à participer pour la première fois à une expérience de lutte collective. Dans la mesure où cette dimension collective se renforce par la durée et l'extension du mouvement (rien n'est joué, mais c'est la condition) elle aura tendance à balayer les scories individualistes, corporatistes, identitaires, récriminatoires qui participent de refoulés ressentis dans l'individualisation des conditions de vie qui poussent à chercher des boucs émissaires. Mais cela ne veut pas dire qu'on doive garder sa langue dans sa poche.

Prenons, un exemple. Figurent souvent sur les barrages ou sur des banderoles l'allusion au « peuple français ». Il semble évident que dans ce cas, il faut essayer d'en comprendre le sens. L'appel au peuple français n'est pas forcément un référent identitaire. On peut très bien le comprendre comme une remise en cause d'un processus de représentation imposé par les élites politiques et cautionné par les médias, qui leur fait dire que toute contestation d'un pouvoir issu des urnes se produisant dans la rue serait anti-républicaine (Joffrin dans les éditoriaux du journal *Libération* et Fottorino dans le journal *le Monde*). C'est une interprétation particulièrement restrictive de la République et en tout cas pas celle que prônaient les révolutionnaires de l'an III dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen⁹.

9 – « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs » (article 35). Ce droit n'existait pas dans la première

Mais en appeler au peuple français c'est aussi ne pas supporter le fait qu'au 2^e tour Macron fût en fait élu par une minorité des électeurs (43,6% du corps électoral ; abstentions, nuls et blancs représentant 34% ; Le Pen 22,4%). La formulation « peuple français » peut se référer à cette réalité électorale tronquée. Mais surtout et au-delà de cela, en quoi le « nous sommes le peuple français » supposerait-il implicitement l'exclusion des immigrés de différentes générations, alors que la France est une terre historique de migration politique et économique. Et pourquoi *La Marseillaise*, qui nous a fait si souvent grincer des dents, tant elle a servi les différentes formes de domination de la bourgeoisie, ne redeviendrait-elle pas un chant révolutionnaire, puisqu'à l'origine elle a été chantée aussi bien par les petit-bourgeois jacobins que par les « bras nus » de 1793, que des versions ont été réécrites et détournées par les anarchistes historiques, comme plus récemment par Gainsbourg (en réponse aux anciens parachutistes ou légionnaires qui voulaient se l'approprier) ? Certes, le mouvement n'en est pas encore là, mais « le sang impur » des nobles¹⁰ de l'époque n'est-il pas remplacé par celui des riches, dans la sombre colère qui se développe aujourd'hui ?

— le troisième point porte sur la violence et ça concerne aussi les lycéens qui la subissent surtout depuis plus d'une semaine. Ce n'est pas une question qui doit être traitée abstraitement. D'abord il faut partir de la réalité qui est que la violence est celle du capital et qu'elle s'exerce tous les jours (exploitation, chômage, accidents du travail, misère, etc.), que c'est toujours le pouvoir qui impose son niveau de violence, le mouvement n'imposant que sa détermination. Par exemple, le fait que le mouvement ne respecte pas la déclaration officielle de manifester et n'annonce pas ou ne respecte pas de trajet prévu à l'avance n'est pas en soi une violence contrairement à ce que dit Goupil. Face à cette déter-

déclaration de 1789 et il sera supprimé en 1795 marquant le triomphe de la bourgeoisie.

10 – Contrairement à toutes les interprétations anti-historiques postmodernes et décoloniales, ce « sang impur » n'a jamais été celui des « non-blancs ».

mination, l'État ne peut que céder ou répondre par la violence. Ce qu'il fait puisque la répression est féroce avec l'usage de certaines armes qui ne sont utilisées que dans ce pays, en Europe du moins. Qu'il y ait ensuite des « dérapages » ne doit pas dicter la conduite du mouvement sous prétexte que cela le décrédibiliserait, mais il ne doit pas non plus se fixer sur ces grandes manifestations de grandes villes, l'impasse de la « montée » systématique à Paris se faisant jour au fur et à mesure des échecs à prendre une nouvelle Bastille ou un palais d'Hiver. Maintenir et multiplier la pression dans tout le pays pour que la police, requise partout, ne soit en fait presque nulle part est une stratégie déjà plus efficace. On a pu le constater lors de la journée du 8 décembre, mais cela ne règle pas tout. Tout ne se joue pas dans le blocage des flux et des nœuds de connexion. Dans le procès de capitalisation, production et circulation ont tendance à être « totalisées », alors il faut aussi que cela soit effectif dans les luttes. Les cheminots battus il y a quelques mois dans leur grève, mais présents sur les ronds-points ont peut-être quelques idées à nous soumettre...

Temps critiques, le 10 décembre 2018

SOMMAIRE DU NUMÉRO 19

(Automne 2018)

Éditorial : Les luttes : de la coexistence à la coextension ?

Temps critiques

Grève et “besoin de grève”

Temps Critiques

Immigration et salaires : un retour inattendu

Jacques Wajnsztejn

Un 1^{er} Mai orphelin de sa cause

Gzavier

Une thèse émeutiste

Jacques Guigou

**Lumpenprolétariat, luttes des années 1960-70 et révoltes
des banlieues**

Jacques Wajnsztejn

Capitalisation et reproduction rétrécie

Jacques Wajnsztejn

**Sur la technique (et les nouvelles technologies) dans la
société capitalisée**

Jacques Wajnsztejn

Poétiques révolutionnaires et poésie

Jacques Guigou